

OPÉRATION ATOME ZÉRO

Comment l'Allemagne a méthodiquement torpillé le fleuron énergétique français, et comment la France contre-attaque



Superphénix, unique prototype de la filière des réacteurs à neutrons rapides refroidis au sodium

DR

Il existe des guerres que l'on ne déclare pas. Des guerres sans uniformes, sans canons, sans traités de paix. Des guerres où les armes sont des fondations politiques, des ONG-relais, des directives européennes savamment rédigées, des bourses universitaires, des colloques bienveillants et des campagnes médiatiques soigneusement orchestrées.

La guerre que l'Allemagne mène depuis trente ans contre la filière nucléaire française est de cette nature-là : une guerre de l'influence, totale dans ses ambitions, furtive dans ses méthodes, dévastatrice dans ses effets. Ce n'est plus la guerre militaire d'autrefois. L'Allemagne, après avoir perdu deux conflits mondiaux en 1918 et en 1945, a troqué les Panzer et les divisions blindées contre une arme bien plus insidieuse et durable : la guerre économique et énergétique.

Une forme de revanche froide, calculée, menée non pas sur les champs de bataille mais sur le terrain de l'énergie, de l'industrie et de la souveraineté. Une vengeance qui ne dit pas son nom, habillée des oripeaux de la « transition écologique », mais qui vise, avec une détermination belliqueuse, à effacer l'avantage stratégique que la France s'est construit grâce à son nucléaire civil et militaire. Je l'ai documentée dans mes livres. Je la dénonce depuis des années sur les plateaux de télévision, devant les commissions parlementaires, dans les colonnes des revues qui acceptent encore de publier ce qui dérange. Et je dois reconnaître, avec une satisfaction mêlée d'amertume, que la France commence enfin à ouvrir les yeux. Trop tard pour Superphénix. Trop tard pour Fessenheim. Peut-être pas trop tard pour ce qui reste — si nous agissons vite, lucidement, et avec la fermeté qu'exige la défense d'un intérêt stratégique vital.

L'arme économique déguisée en conscience écologique

Pour comprendre cet acharnement et dans ce contexte actuel de la guerre en Iran, il faut d'abord se souvenir pourquoi la France a construit son parc nucléaire. En 1973, le choc pétrolier déclenché par la guerre du Kippour et l'embargo de l'OPEP a fait quadrupler le prix du baril en quelques mois. La France, alors dépendante à plus de 70 % des importations de pétrole pour sa production d'électricité, s'est retrouvée asphyxiée. Les Présidents Georges Pompidou puis Valéry Giscard d'Estaing ont réagi avec une lucidité historique : le Plan Messmer, lancé en 1974, a lancé la construction massive de centrales nucléaires pour arracher au pays son indépendance énergétique. En vingt ans, 58 réacteurs ont été mis en service.

Le résultat : une électricité parmi les moins chères d'Europe — entre 40 et 50 €/MWh en moyenne, contre 80 à 100 €/MWh outre-Rhin, avec des pics encore plus élevés quand le vent fait défaut. Stable, pilotable et souveraine, cette électricité a soutenu notre industrie, attiré les investissements et maintenu en vie des secteurs entiers comme l'acier, la chimie ou l'aluminium. Elle a aussi positionné EDF et le nucléaire comme un leader mondial, fort de 400 000 emplois directs, indirects et induits.

Cette réussite était insupportable pour l'Allemagne, championne des exportations industrielles et rivale économique historique au sein de l'Union. Comme l'avait déclaré avec une franchise rare l'ancien PDG d'EDF, Henri Proglio, devant la commission parlementaire sur la souveraineté énergétique en décembre 2022 : « *Comment voulez-vous que l'Allemagne, qui a bâti sa richesse sur son industrie, accepte que la France dispose d'un outil aussi compétitif qu'EDF à sa porte ? Depuis trente ans, l'obsession allemande est la désintégration d'EDF. (...) Ils ont réussi* ».

L'*Energiewende*, lancée par Gerhard Schröder et accélérée par Angela Merkel après Fukushima en 2011, a choisi de tourner le dos au nucléaire pour miser sur les renouvelables intermittentes et le gaz. Après la fermeture définitive de ses dernières centrales en avril 2023, Berlin s'est retrouvé paradoxalement dépendant des importations d'électricité nucléaire française. Derrière ce paradoxe se cache une stratégie de guerre économique assumée : fragiliser EDF pour faire de la France un client captif de son modèle gaz + éolien.

C'est une revanche historique : après deux défaites militaires au XX^e siècle, l'Allemagne mène aujourd'hui une guerre totale sur le terrain économique, avec cette même pugnacité qu'autrefois sur les champs de bataille. Les directives européennes, comme celle de 2009/28/CE sur

les énergies renouvelables, largement inspirées par le *lobbying* allemand, ont verrouillé des mécanismes (tarifs de rachat, priorité d'injection) qui ont favorisé les industriels allemands — près de 65 % des éoliennes installées en France en sont issues.

L'arsenal de l'influence : fondations, ONG, institutions européennes — le cœur d'une guerre de trente ans

C'est ici que se joue l'essentiel de cette guerre silencieuse, cette nouvelle forme de conflit où l'Allemagne déploie une agressivité économique méthodique et implacable. Loin des canons, elle a construit un triptyque d'une redoutable efficacité : les fondations politiques comme bras financier, les ONG comme fantassins de l'opinion publique, et les institutions européennes comme levier réglementaire implacable. Cette architecture, rodée depuis les années 1990, a permis d'infiltrer durablement le débat français sans jamais apparaître comme une ingérence directe, tout en portant la marque d'une volonté de puissance guerrière transposée dans le domaine économique.

Au sommet de la pyramide trônent les fondations politiques allemandes, financées à hauteur de plus de 500 millions d'euros par an par l'État fédéral. La Fondation Heinrich Böll, proche des Verts (*Die Grünen*), et la Fondation Rosa Luxemburg, liée à la gauche radicale, en sont les pièces maîtresses. Elles ne se contentent pas de distribuer des fonds : elles orchestrent une offensive en règle. Depuis 2016, la Heinrich Böll coordonne sur le sol français des opérations d'influence méthodiques et sophistiquées. Financement direct d'ONG, production de rapports alarmistes sur les « risques nucléaires », octroi de bourses universitaires pour imprégner les jeunes cher-



cheurs d'un paradigme antinucléaire, organisation de colloques et de rencontres discrètes avec les élites politiques et médiatiques françaises. Son antenne parisienne entretient des liens étroits avec « Europe Écologie Les Verts » : en 2023, son vice-président était le premier intervenant d'une conférence de presse au siège d'EELV, qualifiée par Marine Tondelier elle-même de « contre-offensive culturelle » contre le nucléaire. La commission d'enquête allemande de 2024 a d'ailleurs révélé l'utilisation de fonds publics par les *Grünen* pour alimenter la nuclearophobie en Europe, et tout particulièrement en France.

Ces fondations irriguent ensuite un vaste réseau associatif de « mercenaires énergétiques » présentés comme « société civile indépendante ». Le Réseau Action Climat, qui fédère 27 organisations dont Greenpeace France, WWF, Les Amis de la Terre et Sortir du nucléaire, constitue le fer de lance. Intrusions ou lancement de drones sur des centrales nucléaires, campagnes médiatiques virulentes, pressions sur les élus locaux : tout est coordonné pour créer un climat d'hostilité permanente.



EPR de Flamanville

Négawatt, auteur de scénarios énergétiques très cités dans les médias, est financée entre autres par RES et par Enercon, leader allemand de l'éolien. En Allemagne même, Greenpeace a monté une coopérative de fourniture d'énergie renouvelable ou mis en place des opérations de guerre informationnelle en partenariat avec Vestas, autre géant européen des éoliennes. Les intérêts industriels sont donc loin d'être neutres. L'École de Guerre Économique l'a formalisé dans son rapport de juin 2023, « *Ingérence des fondations politiques allemandes et sabotage de la filière nucléaire française* » : il ne s'agit plus d'une hypothèse, mais d'une analyse stratégique documentée d'une guerre économique menée avec une méthode toute germanique.

Le troisième pilier, le plus pernicieux car le plus institutionnel, passe par Bruxelles. L'Allemagne a su placer ses idées au cœur des textes européens avec une détermination qui rappelle les stratégies d'encerclement d'autrefois. Sous présidence allemande du Conseil de l'UE en 1996, la directive 96/92/CE ouvrait déjà la voie aux interconnexions favorables à ses exportateurs. La loi NOME de 2010, transposition d'une directive communautaire, a obligé EDF à céder 100 TWh de sa production nucléaire à ses concurrents au prix cassé de 42 €/MWh — bien en dessous de ses coûts réels estimés à 53 €. Le dispositif ARENH a ainsi structurellement affaibli le groupe, le privant des ressources nécessaires à la maintenance et au renouvellement de son parc. Le projet *Hercule*, rebaptisé

« Grand EDF », visait explicitement à scinder l'entreprise et à isoler le nucléaire, reprenant le modèle allemand de libéralisation forcée.

Sur le terrain français, l'Office franco-allemand pour la transition énergétique (OFATE), installé au sein même du ministère de l'Écologie dans les locaux de la DGEC (Direction générale de l'Énergie et du Climat), a relayé au quotidien le récit de l'*Energiewende*, agissant comme

une véritable cinquième colonne administrative. La taxonomie verte européenne a longtemps exclu le nucléaire des financements « durables », bloquant l'accès aux fonds verts jusqu'à la bataille arrachée de haute lutte en 2022. Même Siemens, partenaire initial du projet EPR, a claqué la porte en 2009 pour s'allier avec Rosatom, laissant la France seule face aux surcoûts et aux retards.

Cette mécanique — fondations qui financent, ONG qui mobilisent, Bruxelles qui verrouille — a fonctionné comme une machine de

guerre économique bien huilée pendant trois décennies. Elle porte la marque d'une Allemagne qui, après ses défaites militaires, a transposé son esprit belliqueux dans le domaine économique : une offensive totale, patiente, sans merci, pour reprendre l'ascendant sur un rival qu'elle n'a jamais accepté de voir supérieur sur le terrain de l'énergie et en particulier du nucléaire.

Les dégâts : un inventaire du désastre

Les conséquences sont aujourd'hui mesurables et douloureuses. Superphénix, le surgénérateur le plus avancé au monde, arrêté en 1997 sous pression écologiste dont une partie venait d'outre-Rhin. Fessenheim, centrale quasi-neuve et parfaitement entretenue, fermée en 2020 pour honorer un accord politique sous pression allemande. La loi de transition énergétique de 2015 - aujourd'hui heureusement abandonnée - a plafonné le nucléaire à 50 % du mix, objectif absurde pour le pays le plus nucléarisé d'Europe et premier exportateur mondial d'électricité bas carbone.

Le dommage le plus profond reste cependant invisible : l'hémorragie de compétences. Faute de commandes, de chantiers et de cap politique clair, ingénieurs, techniciens et soudeurs spécialisés ont quitté la filière. Les jeunes ingénieurs français se sont détournés de la filière ou sont partis vers des pays plus accueillants. *Astrid*, le prototype de quatrième génération capable de recycler les déchets et de multiplier par 50 à 100 l'énergie extractible de l'uranium, a été reporté *sine die* en 2019. Les 250 000

tonnes de combustible usé stockées à La Hague, qui pouvaient alimenter la France pendant des millénaires, ont été mises de côté pendant que la Russie et la Chine avançaient sur cette même technologie.

La riposte française : un sursaut nécessaire mais encore incomplet

Face à cette offensive économique, la France a enfin commencé à réagir. La crise gazière de 2021-2022 et la guerre en Ukraine ont agi comme un révélateur brutal. Le discours de Belfort de février 2022 a marqué un tournant : six EPR2 sont lancés sur les sites de Penly, Gravelines et Bugey. Plus compacts, standardisés, optimisés en environnement numérique 3D, ils tirent les leçons de Flamanville.

La décision finale d'investissement est attendue fin 2026 après audit ; les premiers terrassements ont commencé à Penly, avec une mise en service visée pour 2038 sur la paire pilote. Le budget, chiffré à 72,8 milliards d'euros, a été validé par EDF en décembre 2025.

Mais ce n'est qu'un début. La riposte doit être plus ample et plus offensive. Le 17 mars 2025, lors du Conseil de politique nucléaire, un programme de quatrième génération a été lancé pour fermer le cycle du combustible dans la seconde moitié du siècle. Un démonstrateur de réacteur à neutrons rapides de 600 MWe pourrait démarrer en 2038. Mieux vaut tard que jamais. Il faut l'inscrire dans la loi, lui donner des financements irréversibles et le protéger des alternances politiques. Les EPR2 doivent devenir un programme national prioritaire : passer rapidement à dix ou quatorze réacteurs pour enclencher les économies d'échelle et reconstruire les compétences industrielles. En parallèle, accélérer les PRM (Petits réacteurs modulaires) : flexibles, exportables, ils ouvrent un marché mondial de plusieurs centaines de milliards d'euros.

Sur le terrain même de l'influence, la France doit répondre symétriquement. Un registre de transparence des financements étrangers des ONG, sur le modèle américain du *Foreign Agents Registration Act*, s'impose. Une riposte académique et intellectuelle : financer des chaires universitaires, des programmes de formation et de vulgarisation pour rétablir l'équilibre. En France les ONG qui portent atteintes aux intérêts fondamentaux de notre pays doivent être dissoutes et les agents ayant œuvré à la déstabilisation de notre économie doivent être poursuivis et condamnés. À Bruxelles, consolider l'alliance pronucléaire avec la Pologne, la Tchéquie, la Slovaquie et la Finlande afin



EPR de Penly (projet)

d'imposer enfin la neutralité technologique dans tous les textes européens avec en perspective la mise en œuvre d'un grand plan nucléaire européen qui contribuera à notre souveraineté énergétique.

Épilogue : l'influence comme arme et comme leçon

Cette histoire révèle la nature moderne de l'influence : elle porte le visage de la bonne conscience écologique, s'infiltre dans les universités, les médias, les administrations. La France a perdu vingt ans, des compétences irremplaçables et une part de sa souveraineté. Elle paie aujourd'hui ce retard au prix fort en particulier dans cette crise de l'énergie révélée par la Guerre en Iran.

Mais le sursaut est réel. Les EPR2, la résurrection des surgénérateurs, les PRM et la reconstitution des filières dessinent une trajectoire de reconquête. À condition de nommer clairement l'enjeu — cette guerre énergétique que l'Allemagne nous livre depuis trente ans — et de ne plus laisser l'initiative à l'adversaire. La souveraineté énergétique reste la mère de toutes les souverainetés. La France n'a plus le droit aux demi-mesures elle doit d'urgence reprendre sa place de leader énergétique européen, place qu'elle n'aurait jamais dû quitter.

Fabien BOUGLÉ

Fabien Bouglé, expert en politique énergétique, auteur de *Éoliennes : la face noire de la transition écologique* (2019), *Nucléaire : les vérités cachées* (2021) et *Guerre de l'énergie au cœur du nouveau conflit mondial* (2023), aux Éditions du Rocher. Directeur de publication de la revue *Transitions & Énergies*